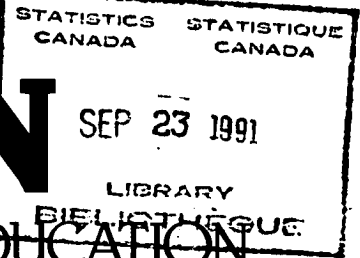


EDUCATION STATISTICS

**BULLETIN**

DES STATISTIQUES DE L'ÉDUCATION



ISSN 0826-8258

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$49.00 annually  
 United States: US\$5.90 per issue, US\$59.00 annually  
 Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$69.00 annually

Prix: Canada: 4,90 \$ l'exemplaire, 49 \$ par année  
 États-Unis: 5,90 \$ US l'exemplaire, 59 \$ US par année  
 Autres pays: 6,90 \$ US l'exemplaire, 69 \$ US par année

Vol. 13, No. 4 (REVISED)

Vol. 13, n° 4 (RÉVISÉ)

## Federal Expenditures\* in Support of Education and Training, 1982-83 to 1990-91<sup>1</sup>

## Dépenses du gouvernement fédéral\* au titre de l'éducation et de la formation, 1982-83 à 1990-91<sup>1</sup>

### Highlights

- According to estimates, federal spending in support of education and training reached \$7.1 billion in 1990-91. This is a drop of 4.6% from the previous year, compared to an overall increase of 4.3% in overall government spending<sup>2</sup> (excluding debt charges).
- During the period 1982-83 to 1990-91, federal government spending in support of education and training increased by an average of 6.6%, while total spending<sup>2</sup> increased by an average of 5.1%.

\* Please note that the Federal support data in this bulletin refers to cash expenditures. As such, it excludes the value of tax points vacated to the provinces and territories for postsecondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977. It also excludes the value of any tax assistance resulting from tax reductions, exemptions, and refunds related to education and training. Estimates of the total value of the above support is available in various reports published by the Department of Finance, the Department of the Secretary of State and the Treasury Board of Canada.

See notes at end of text.

September 1991

### Faits saillants

- Selon les estimations, les dépenses du gouvernement fédéral en matière d'éducation et de formation se sont élevées à \$7.1 milliards en 1990-91. Ceci représente une diminution de 4.6% sur l'année précédente, comparativement à une augmentation de 4.3% pour l'ensemble des dépenses<sup>2</sup> du gouvernement fédéral (à l'exclusion des intérêts sur la dette).
- Pendant la période de 1982-83 à 1990-91, les dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation ont augmenté en moyenne de 6.6% alors que les dépenses pour l'ensemble des programmes<sup>2</sup> ont augmenté en moyenne de 5.1%.

\* Il est à noter que les données présentées dans ce bulletin se rapportent aux dépenses en espèces. Elles excluent donc la valeur des points d'impôts libérés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. De même, elles excluent la valeur de toute forme d'aide découlant des allègements fiscaux, des exemptions et des remboursements de taxes liés à l'éducation et à la formation. Des estimés de la valeur totale de l'aide susmentionnée sont disponibles dans les divers rapports publiés par le ministère des Finances, le Secrétariat d'État du Canada et le Conseil du Trésor du Canada.

Voir notes à la fin du texte.

Septembre 1991

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, Science and Technology, 1991. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Chief, Author Services, Publications Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1991. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics  
Canada

Statistique  
Canada

Education, Culture  
and Tourism Division

Division de l'éducation,  
de la culture et du tourisme

Canada

- After reaching a peak of 7.3% in 1985-86, the proportion of the federal budget<sup>2</sup> dedicated to education and training fell to 6.6% in 1990-91.
- Federal expenditures on education and training, as a percentage of Gross Domestic Product (GDP), grew from 1.14% in 1982-83 to a peak of 1.31% in 1985-86, then fell steadily to the current level of 1.05%.
- The provinces and territories remain the principal recipients of federal funding for education and training, but their share has dropped from a high of 56.0% in 1984-85, falling by 14.2 percentage points to a low of 41.8% in 1989-90, up to 43.5% in 1990-91. The share of support going to private enterprises, individuals, and associations has risen from 17.9% to 33.4% in 1989-90, down to 31.3% in 1990-91.

### **Growth in Education Spending Moderates in Recent Years**

Federal spending in support of education and training has slowed since 1986-87. While these expenditures rose by 51.3% from 1982-83 to 1986-87, the Consumer Price Index went up by 18.6%. From 1986-87 to 1990-91, these expenditures rose by 10.0%, going from \$6.5 billion to \$7.1 billion, while the Consumer Price Index increased by 25.5%. As a result, federal expenditures on education and training in relation to the Gross Domestic Product dropped from 1.28% in 1986-87 to 1.05% in 1990-91. Furthermore, expenses per capita increased slightly, from \$256 to \$268 over the same period.

### **Changes in the Distribution of Spending Among the Different Levels of Education**

Spending on postsecondary education continued to account for the highest percentage of federal expenditures on education (54.7%). Expenditures on this level of education went from a high of slightly over 60% in 1984-85 to a low of 52.2% in 1989-90, rising to 54.7% the following year. On the other hand, the \$2.0 billion spent on vocational training accounts for 28.5% of federal spending in education and training, while elementary and secondary education represents 16.8% (\$1.2 billion).

The major federal contributions to postsecondary education programs in 1990-91 included: cash payments<sup>3</sup> of \$2.1 billion to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act; \$967 million for university research; \$318 million for Canada Student Loan Programs; \$161 million for military officers' postsecondary education; \$164 million for Indian and Inuit postsecondary

*See notes at end of text.*

- Après avoir atteint un sommet de 7.3% en 1985-86, la proportion du budget fédéral<sup>2</sup> consacrée à l'éducation et de la formation a atteint 6.6% en 1990-91.
- Exprimées en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB), les dépenses fédérales au titre de l'éducation et de la formation sont passées de 1.14% en 1982-83 à un sommet de 1.31% en 1985-86 pour ensuite baisser chaque année jusqu'au niveau actuel de 1.05%.
- Les provinces et les territoires demeurent les principaux bénéficiaires de l'aide fédérale en matière d'éducation et de formation, mais leur part a diminué d'un sommet de 56.0% en 1984-85, chutant de 14.2 points en pourcentage jusqu'à un creux de 41.8% en 1989-90, pour ensuite remonter à 43.5% en 1990-91. Quant à la part allant aux entreprises privées, aux particuliers et aux associations, elle est passée de 17.9 à 33.4% en 1989-90, pour ensuite diminuer à 31.3% en 1990-91.

### **Ralentissement de l'accroissement des dépenses pour l'éducation.**

Depuis 1986-87, la croissance des dépenses du gouvernement fédéral en matière d'éducation et de formation a été modérée. Alors que ces dépenses augmentaient de 51.3% de 1982-83 à 1986-87, l'indice des prix à la consommation ne s'accroissait que de 18.6%. De 1986-87 à 1990-91, les dépenses se sont accrues de 10.0% pour passer de \$6.5 milliards à \$7.1 milliards, alors que l'indice des prix à la consommation augmentait de 25.5%. Par conséquent, par rapport au Produit intérieur brut, les dépenses de l'administration fédérale en matière d'éducation et de formation sont passées de 1.28% en 1986-87 à 1.05% en 1990-91. Par ailleurs, les dépenses par habitant ont augmenté légèrement, passant de \$256 à \$268 pour la même période.

### **Changement dans la distribution des dépenses entre les différents secteurs d'enseignement.**

L'enseignement postsecondaire continue d'occuper la part la plus importante (54.7%) des dépenses fédérales en éducation. Les dépenses engagées pour ce niveau d'enseignement sont passées d'un sommet d'un peu plus de 60% en 1984-85 à un creux de 52.2% en 1989-90 pour ensuite remonter à 54.7% l'année suivante. Par contre, les dépenses de \$2.0 milliards pour la formation professionnelle représentent 28.5% des dépenses fédérales à la formation et à l'éducation, tandis que celles attribuées à l'enseignement élémentaire et secondaire représentent 16.8% (\$1.2 milliards).

Les principales contributions de l'administration fédérale aux programmes d'enseignement postsecondaire en 1990-91 visaient entre autres: les paiements en espèces<sup>3</sup> (\$2.1 milliards) transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé; la recherche dans les universités (\$967 millions); le programme canadien de prêts aux étudiants (\$318 millions);

*Voir notes à la fin du texte.*

education; and \$94 million for the Official Languages in Education Program. The funding for university research represents a 9% increase over the level of 1989-90, while it was up 17.5% during the same period for military officers' education.

Along with the cash payments, the federal government also supports postsecondary education through the value of personal and corporate tax points that were transferred to the provinces in 1977. Federal contributions also take the form of tax relief such as tax exemptions, reductions, and refunds related to education and training. These other forms of assistance are not accounted for in this document.

Vocational training, including that financed by Employment and Immigration Canada, accounted for slightly over one quarter of the money spent in 1990-91 (\$2.0 billion). This area of spending has dropped by 4.0% in comparison with 1989-90. This is also lower than the level of spending in 1988-89. In 1990-91, 35% of this money went to private enterprises, 32% to the provincial governments, and 19% to student grants.

About 17% of total federal expenditures on education went to primary and secondary education. The main contributions for this sector included: \$802 million for Indian and Inuit education; \$158 million for the Official Languages in Education Program; \$119 million in grants to municipalities in lieu of school taxes; and \$78 million for the provision of schooling for children of armed forces personnel.

### **Decrease in the Share to Provincial and Territorial Administrations**

The provincial and territorial governments are the main recipients<sup>4</sup> of federal funding for education. However, their share has dropped, going from a high of 56% in 1984-85 to a low of 41.8% in 1989-90, its lowest level in 8 years, up in 1990-91 to 43.5%. Cash payments to the provinces and territories under the provisions of the 1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act accounted for 31% (\$2.1 billion) of total federal support for education and training, a decline of 1.8% from last year.

Federal government financial assistance to private enterprises and associations went from 4.3% (\$181 million) of total federal government spending in support of education and training in 1982-83 to 17.1% in 1990-91 (\$1.2 billion), an annual average increase of 26%. This major change in the distribution of federal expenditures among the different recipient categories

---

*See notes at end of text.*

l'enseignement postsecondaire aux officiers militaires (\$161 millions); l'enseignement postsecondaire aux Indiens et aux Inuit (\$164 millions); et le programme des langues officielles dans l'enseignement (\$94 millions). Les fonds alloués à la recherche dans les universités représentent une augmentation de 9% en 1990-91, alors que ceux alloués pour l'enseignement postsecondaire aux officiers militaires ont progressé de 17.5% durant la même période.

Outre les versements en espèces, l'administration fédérale aide aussi l'enseignement postsecondaire par l'intermédiaire de la valeur des points d'impôt personnel et des points d'impôt des corporations transférés aux provinces en 1977. Les contributions fédérales prennent aussi la forme d'allègements fiscaux tels que les exemptions, les réductions et les remboursements d'impôt ayant trait à l'éducation et à la formation. Ces autres formes d'aide ne sont pas comptabilisées dans le présent document.

La formation professionnelle, incluant celle financée par Emploi et Immigration Canada, comptait pour un peu plus d'un quart des fonds injectés en 1990-91 (\$2.0 milliards). Ces dépenses ont diminué de 4.0% par rapport à 1989-90, se retrouvant à un niveau de dépenses inférieur à celui de 1988-89. En 1990-91, 35% de ces fonds sont allés sous forme de contributions aux entreprises privées, 32% aux gouvernements provinciaux et 19% sous forme d'allocations aux étudiants.

Environ 17% des dépenses totales fédérales en éducation visaient l'enseignement élémentaire et secondaire. Les principales contributions pour ce niveau visaient: l'enseignement aux Indiens et Inuit (\$802 millions); le programme des langues officielles dans l'enseignement (\$158 millions); les subventions aux municipalités tenant lieu de taxes (\$119 millions); et l'enseignement aux enfants des membres des forces armées (\$78 millions).

### **Diminution de la part allant aux administrations provinciales et territoriales.**

Les administrations provinciales et territoriales sont les principaux bénéficiaires<sup>4</sup> de l'aide fédérale au titre de l'enseignement. Cependant, la part qui leur est attribuée a diminué, passant d'un sommet de 56% en 1984-85 jusqu'à un creux de 41.8% en 1989-90, soit son plus bas niveau en 8 ans, pour ensuite remonter à 43.5% en 1990-91. Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé représentent 31% (\$2.1 milliards) du total de l'aide fédérale en matière d'éducation et de formation, une diminution de 1.8% sur l'année précédente.

L'aide financière du gouvernement fédéral aux entreprises privées et aux associations, qui en 1982-83 représentait 4.3% (\$181 millions) des dépenses totales du gouvernement fédéral au titre de l'enseignement et de la formation, en représente 17.1% en 1990-91 pour se chiffrer à \$1.2 milliards, soit une croissance annuelle moyenne de 26%. Cette modification significative de la répartition des déboursés fédéraux selon le

---

*Voir notes à la fin du texte.*

is a direct result of the restructuring of Employment and Immigration Canada training programs. Federal funding to individuals has increased at a rate similar to that of overall federal spending in support of education and training.

The federal government also transfers money directly to educational institutions. While the dollar value of this funding dropped by 3.1% compared to the previous year, to \$1.05 billion in 1990-91, the total percentage of contributions rose from 14.6% in 1989-90 to 14.9% in 1990-91. Most of this money, \$967 million, went to universities for sponsored research.

The federal government's internal education spending has risen regularly, going from 7.1% of the education and training budget in 1987-88 to 8.6% in 1989-90. According to estimates, this percentage will drop to 8.4% in 1990-91. These internal expenditures include: administrative expenses of all education-related programs; education of inmates in federal penitentiaries and children of armed forces personnel; costs of providing official languages and general training to federal employees; and the education of Indians and Inuit in federally operated schools.

### **Capital Funding Dropped in 1990-91**

Capital expenditures rose from \$87 million in 1982-83 to a high of \$198 million in 1984-85, then dropped to just under \$129 million in 1989-90. Based on estimates, these expenditures dropped a further 17.3%, to \$106 million in 1990-91. The bulk of capital funding is for the elementary and secondary level. A large part of federal spending has gone to Indian and Northern Affairs Canada, which has reported capital expenditures of over \$300 million over the past four years (1987 to 1991).

### **Provincial and Territorial Distribution of Federal Funds**

At the provincial level, excluding cash payments<sup>3</sup> to the provinces and territories under the 1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, federal government spending in support of education and training has increased 8.7% annually on average, rising from \$2.5 billion in 1982-83 to \$4.1 billion in 1988-89<sup>5</sup>. In 1988-89, federal spending in support of education and training grew in five provinces, with New Brunswick showing the largest increase (65.4%) over the previous year. This exceptional increase was due to several factors, including contributions for vocational training (excluding research), which went up from \$14

*See notes at end of text.*

genre de bénéficiaire vient du fait qu'en 1985-86, on a assisté à une restructuration des programmes de formation d'Emploi et Immigration Canada. L'aide financière fédérale pour les particuliers a connu une croissance comparable à l'ensemble des dépenses fédérales au titre de l'enseignement et de la formation.

Le gouvernement fédéral verse aussi des fonds directement aux établissements d'enseignement. Bien qu'en dollars, ces fonds diminuent de 3.1% par rapport à l'année précédente pour se chiffrer à \$1.05 milliards en 1990-91, la part du montant total des contributions augmente, passant de 14.6% en 1989-90 à 14.9% en 1990-91. La majeure partie de ces fonds, \$967 millions, a été versée aux universités pour la recherche subventionnée.

Les dépenses internes de l'administration fédérale au titre de l'enseignement représentent une proportion de plus en plus élevée, passant de 7.1% du budget alloué à l'éducation et à la formation en 1987-88 à 8.6% en 1989-90. Selon les estimations, cette proportion diminuera pour atteindre 8.4% en 1990-91. Ces dépenses internes comprennent: les coûts d'administration dans tous les programmes liés à l'enseignement; l'enseignement aux détenus des pénitenciers fédéraux et aux enfants des membres des forces armées; les coûts de l'enseignement des langues officielles et de formation générale pour les fonctionnaires fédéraux; et les coûts de l'enseignement aux Indiens et Inuit dans les écoles relevant de l'administration fédérale.

### **Les dépenses pour fins d'immobilisations ont diminué en 1990-91.**

Les dépenses pour fins d'immobilisations sont passées de \$87 millions en 1982-83 à un sommet de \$198 millions en 1984-85 pour ensuite totaliser près de \$129 millions en 1989-90. Selon les estimations, elles ont diminué de 17.3% pour se chiffrer à \$106 millions en 1990-91. La majorité des dépenses en immobilisations se fait au niveau élémentaire et secondaire. Les contributions fédérales ont été attribuées en grande partie au Ministère des Affaires indiennes et du Nord qui a rapporté des dépenses pour fins d'immobilisations au cours des quatre dernières années (1987 à 1991) de plus de \$300 millions.

### **Répartition provinciale et territoriale de l'aide fédérale.**

Au niveau provincial et territorial et en excluant les paiements en espèces<sup>3</sup> transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, l'aide fédérale au titre de l'enseignement et de la formation s'est accrue de 8.7% par année en moyenne pour passer de \$2.5 milliards en 1982-83 à \$4.1 milliards en 1988-89<sup>5</sup>. En 1988-89, les dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'enseignement et de la formation ont augmenté dans cinq provinces, dont le Nouveau-Brunswick qui a enregistré la hausse la plus importante (65.4%) par rapport à l'année précédente. Cet accroissement exception-

*Voir notes à la fin du texte.*

million to \$65 million; grants to private institutions, which rose from \$1.2 million to \$10.4 million; and contributions to private enterprises, which rose from \$37.7 million to \$66.4 million. However, in dollar terms, Ontario and Quebec accounted for more than half (53.6%) of federal assistance, with 23.5% and 30.1%, respectively, of the total amount in 1988-89.

## Notes

- (1) Data obtained from the various departments and agencies represent actual expenditures from 1982-83 to 1988-89, budgeted amounts for 1989-90, and estimates or forecasts for 1990-91.
- (2) Total spending less interest on the public debt. Source: **The Government Expenditure Plan, Part 1, 1991-92 Estimates.**
- (3) Postsecondary education component only.
- (4) The term "recipient" is understood to represent the direct receiver of the monies but not necessarily the receiver of the benefits.
- (5) This analysis only covers the years 1982-83 to 1988-89, as estimated figures for 1989-90 and 1990-91 are not available by province.

nel est dû à plusieurs facteurs, tels les contributions pour la formation professionnelle (excluant la recherche) qui sont passées de \$14 millions à \$65 millions; les octrois aux institutions privées qui sont passés de \$1.2 millions à \$10.4 millions; et les contributions aux entreprises privées qui sont passées de \$37.7 millions à \$66.4 millions. Cependant, en dollars, le Québec et l'Ontario s'accaparent plus de la moitié (53.6%) de la part de l'aide fédérale, soit 23.5% et 30.1%, respectivement, du montant total en 1988-89.

## Notes

- (1) Les données qui ont été obtenues des différents ministères et organismes représentent les dépenses réelles de 1982-83 à 1988-89; les sommes prévues au budget pour 1989-90 et les estimations ou prévisions pour 1990-91.
- (2) Dépenses totales moins intérêts sur la dette publique. Source: **Plan de dépenses du gouvernement, partie 1, 1991-92, Budget des dépenses.**
- (3) Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.
- (4) Le terme "bénéficiaire" désigne ici l'entité qui touche directement les fonds, il ne s'agit pas nécessairement de celle qui bénéficie de l'avantage.
- (5) Cette analyse ne porte que sur les années 1982-83 à 1988-89, étant donné que les estimations de 1989-90 et 1990-91 ne sont pas encore disponibles pour chaque province.

**Table 1**  
**Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and Related to Selected Socio-economic Indicators, Canada and Foreign, 1982-83 to 1990-91**

**Tableau 1**  
**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation selon le niveau d'enseignement et par rapport à certains indices socio-économiques, Canada et étranger, 1982-83 à 1990-91**

Level of education – Niveau d'enseignement		1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	
Elementary and secondary – Élémentaire et secondaire	\$'000 %	705,011 16.5	761,135 14.9	841,901 15.1	855,751 13.7	
Postsecondary – Postsecondaire	\$'000 %	2,399,671 56.0	3,082,964 60.3	3,376,086 60.4	3,506,564 56.0	
Vocational – Formation professionnelle	\$'000 %	1,178,942 27.5	1,264,598 24.8	1,369,011 24.5	1,892,793 30.3	
<b>Total expenditures – Dépenses totales</b>	<b>\$'000 %</b>	<b>4,283,624 100.0</b>	<b>5,108,697 100.0</b>	<b>5,586,998 100.0</b>	<b>6,255,108 100.0</b>	
Per capita of population <sup>1</sup> – Par habitant <sup>1</sup>	\$	174	206	224	249	
As a % of GDP <sup>2</sup> – En % du PIB <sup>2</sup>	%	1.14	1.26	1.26	1.31	
		1986-87	1987-88	1988-89	1989-90 <sup>p</sup>	1990-91 <sup>e</sup>
Elementary and secondary – Élémentaire et secondaire	\$'000 %	919,349 14.2	938,466 14.2	830,426 12.5	1,450,803 19.4	1,198,349 16.8
Postsecondary – Postsecondaire	\$'000 %	3,543,584 54.7	3,677,456 55.5	3,756,791 56.4	3,901,166 52.2	3,895,237 54.7
Vocational – Formation professionnelle	\$'000 %	2,017,169 31.1	2,004,980 30.3	2,068,508 31.1	2,116,837 28.4	2,032,271 28.5
<b>Total expenditures – Dépenses totales</b>	<b>\$'000 %</b>	<b>6,480,102 100.0</b>	<b>6,620,902 100.0</b>	<b>6,655,725 100.0</b>	<b>7,468,806 100.0</b>	<b>7,125,857 100.0</b>
Per capita of population <sup>1</sup> – Par habitant <sup>1</sup>	\$	256	258	257	285	268
As a % of GDP <sup>2</sup> – En % du PIB <sup>2</sup>	%	1.28	1.20	1.10	1.15	1.05

<sup>1</sup> The population is as of June 1<sup>st</sup>. – La population est celle du 1<sup>er</sup> juin.

<sup>2</sup> GDP is on a calendar year basis. – Le PIB est sur la base de l'année civile.

<sup>p</sup> Preliminary figures. – Chiffres préliminaires.

<sup>e</sup> Estimated figures. – Chiffres estimés.

Table 2

**Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Type of Recipient, Canada and Foreign, 1982-83 to 1990-91**

Tableau 2

**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le genre de bénéficiaire, Canada et étranger, 1982-83 à 1990-91**

Type of recipient – Genre de bénéficiaire	1982-83		1983-84		1984-85		1985-86			
	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%		
<b>Governments – Gouvernements</b>										
Federal (internal) – Fédéral (interne)	522,168	12.2	546,478	10.7	562,787	10.1	556,537	8.9		
Provincial / Territorial	2,252,581	52.5	2,853,918	55.8	3,129,178	56.0	3,155,368	50.5		
Municipal	103,286	2.4	115,534	2.3	136,169	2.4	119,683	1.9		
Foreign – Étranger	-	-	-	-	56	..	85	..		
<b>Sub-total – Sous-total</b>	<b>2,878,035</b>	<b>67.1</b>	<b>3,515,930</b>	<b>68.8</b>	<b>3,828,190</b>	<b>68.5</b>	<b>3,831,673</b>	<b>61.3</b>		
<b>Educational institutions – Établissements d'enseignement</b>										
Public – Publics	578,697	13.5	681,522	13.3	744,867	13.3	772,160	12.3		
Private – Privés	2,274	0.1	5,232	0.1	16,336	0.3	12,411	0.2		
<b>Sub-total – Sous-total</b>	<b>580,971</b>	<b>13.6</b>	<b>686,754</b>	<b>13.4</b>	<b>761,203</b>	<b>13.6</b>	<b>784,571</b>	<b>12.5</b>		
Private enterprises – Entreprises privées	104,929	2.5	127,005	2.5	152,464	2.8	656,797	10.5		
Individuals – Particuliers	643,356	15.0	694,656	13.6	743,596	13.3	826,039	13.2		
Associations	76,333	1.8	84,352	1.6	101,545	1.8	156,028	2.5		
<b>Sub-total – Sous-total</b>	<b>824,618</b>	<b>19.3</b>	<b>906,013</b>	<b>17.7</b>	<b>997,605</b>	<b>17.9</b>	<b>1,638,864</b>	<b>26.2</b>		
<b>Total expenditures – Dépenses totales</b>	<b>4,283,624</b>	<b>100.0</b>	<b>5,108,697</b>	<b>100.0</b>	<b>5,586,998</b>	<b>100.0</b>	<b>6,255,108</b>	<b>100.0</b>		
	1986-87		1987-88		1988-89		1989-90 <sup>P</sup>		1990-91 <sup>e</sup>	
	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%
<b>Governments – Gouvernements</b>										
Federal (internal) – Fédéral (interne)	569,284	8.8	468,469	7.1	471,301	7.1	643,164	8.6	600,912	8.4
Provincial / Territorial	3,068,105	47.4	3,082,799	46.6	3,158,416	47.4	3,122,861	41.8	3,102,106	43.5
Municipal	123,618	1.9	136,562	2.1	112,483	1.7	122,974	1.6	131,379	1.9
Foreign – Étranger	124	..	98	..	-	-	-	-	-	-
<b>Sub-total – Sous-total</b>	<b>3,761,131</b>	<b>58.1</b>	<b>3,687,928</b>	<b>55.7</b>	<b>3,742,200</b>	<b>56.2</b>	<b>3,888,999</b>	<b>52.0</b>	<b>3,834,397</b>	<b>53.8</b>
<b>Educational institutions – Établissements d'enseignement</b>										
Public – Publics	802,587	12.4	843,786	12.7	827,691	12.4	1,086,406	14.5	1,053,087	14.8
Private – Privés	8,641	0.1	6,863	0.1	5,625	0.1	2,515	0.09	6,334	0.09
<b>Sub-total – Sous-total</b>	<b>811,228</b>	<b>12.5</b>	<b>850,649</b>	<b>12.8</b>	<b>833,316</b>	<b>12.5</b>	<b>1,088,921</b>	<b>14.6</b>	<b>1,059,421</b>	<b>14.9</b>
Private enterprises – Entreprises privées	799,834	12.3	780,348	11.8	780,506	11.7	796,574	10.7	713,105	10.0
Individuals – Particuliers	906,416	14.0	978,661	14.8	1,012,836	15.2	1,077,320	14.4	1,050,147	14.7
Associations	201,493	3.1	323,316	4.9	286,867	4.3	616,992	8.3	468,787	6.6
<b>Sub-total – Sous-total</b>	<b>1,907,743</b>	<b>29.4</b>	<b>2,082,325</b>	<b>31.5</b>	<b>2,080,209</b>	<b>31.2</b>	<b>2,490,886</b>	<b>33.4</b>	<b>2,232,039</b>	<b>31.3</b>
<b>Total expenditures – Dépenses totales</b>	<b>6,480,102</b>	<b>100.0</b>	<b>6,620,902</b>	<b>100.0</b>	<b>6,655,725</b>	<b>100.0</b>	<b>7,468,806</b>	<b>100.0</b>	<b>7,125,857</b>	<b>100.0</b>

.. Amounts too small to be expressed. – Nombres infimes.

- Nil or zero. – Néant ou zéro.

<sup>P</sup> Preliminary figures. – Chiffres préliminaires.

<sup>e</sup> Estimated figures. – Chiffres estimés.

Table 3

**Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and by Type of Expenditure, Canada and Foreign, 1982-83 to 1990-91<sup>1</sup>**

Tableau 3

**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le niveau d'enseignement et selon le genre de dépenses, Canada et étranger, 1982-83 à 1990-91<sup>1</sup>**

Level of education	Elementary and secondary	Post-secondary	Vocational	Total expenditures
Niveau d'enseignement	Élémentaire et secondaire	Post-secondaire	Formation professionnelle	Dépenses totales
thousands of dollars - milliers de dollars				
<b>1982-83</b>				
Operating - Fonctionnement	650,292	2,398,210	1,147,791	4,196,293
Capital - Immobilisations	54,719	1,461	31,151	87,331
Total	705,011	2,399,671	1,178,942	4,283,624
<b>1983-84</b>				
Operating - Fonctionnement	693,410	3,080,459	1,218,944	4,992,813
Capital - Immobilisations	67,725	2,505	45,654	115,884
Total	761,135	3,082,964	1,264,598	5,108,697
<b>1984-85</b>				
Operating - Fonctionnement	762,927	3,362,766	1,262,826	5,388,519
Capital - Immobilisations	78,974	13,320	106,185	198,479
Total	841,901	3,376,086	1,369,011	5,586,998
<b>1985-86</b>				
Operating - Fonctionnement	767,992	3,468,383	1,836,928	6,073,303
Capital - Immobilisations	87,759	38,181	55,865	181,805
Total	855,751	3,506,564	1,892,793	6,255,108
<b>1986-87</b>				
Operating - Fonctionnement	839,698	3,513,642	1,994,123	6,347,463
Capital - Immobilisations	79,651	29,942	23,046	132,639
Total	919,349	3,543,584	2,017,169	6,480,102
<b>1987-88</b>				
Operating - Fonctionnement	869,923	3,662,907	1,990,232	6,523,062
Capital - Immobilisations	68,543	14,549	14,748	97,840
Total	938,466	3,677,456	2,004,980	6,620,902
<b>1988-89</b>				
Operating - Fonctionnement	773,615	3,747,803	2,059,764	6,581,182
Capital - Immobilisations	56,811	8,988	8,744	74,543
Total	830,426	3,756,791	2,068,508	6,655,725
<b>1989-90<sup>p</sup></b>				
Operating - Fonctionnement	1,328,761	3,896,474	2,114,916	7,340,151
Capital - Immobilisations	122,042	4,692	1,921	128,655
Total	1,450,803	3,901,166	2,116,837	7,468,806
<b>1990-91<sup>e</sup></b>				
Operating - Fonctionnement	1,095,810	3,893,258	2,030,342	7,019,410
Capital - Immobilisations	91,441	13,077	1,929	106,447
Total	1,187,251	3,906,335	2,032,271	7,125,857

<sup>p</sup> Preliminary figures. - Chiffres préliminaires.

<sup>e</sup> Estimated figures. - Chiffres estimés.

<sup>1</sup> Please note that the amount of capital spending corresponds to the amounts contributed directly by the federal government for this purpose; it is possible that operating funds were also spent on capital expenditures. As this survey is based entirely on federal government reports, not those of the recipients of the assistance, we cannot trace the final use of this money. - Il est à noter que le montant des dépenses en immobilisations correspond aux sommes versées directement par le gouvernement fédéral à ces fins; quant aux dépenses de fonctionnement, il se peut que ces sommes aient été ultimement utilisées également à des fins d'immobilisations. L'enquête étant faite seulement auprès du gouvernement fédéral et non auprès de récipiendaires de l'aide, on ne peut retracer l'utilisation finale de ces fonds.



**Table 4**  
**Federal Government Expenditures\* in support of**  
**education and training, by province and territory,**  
**and percent, 1982-83 to 1988-89**

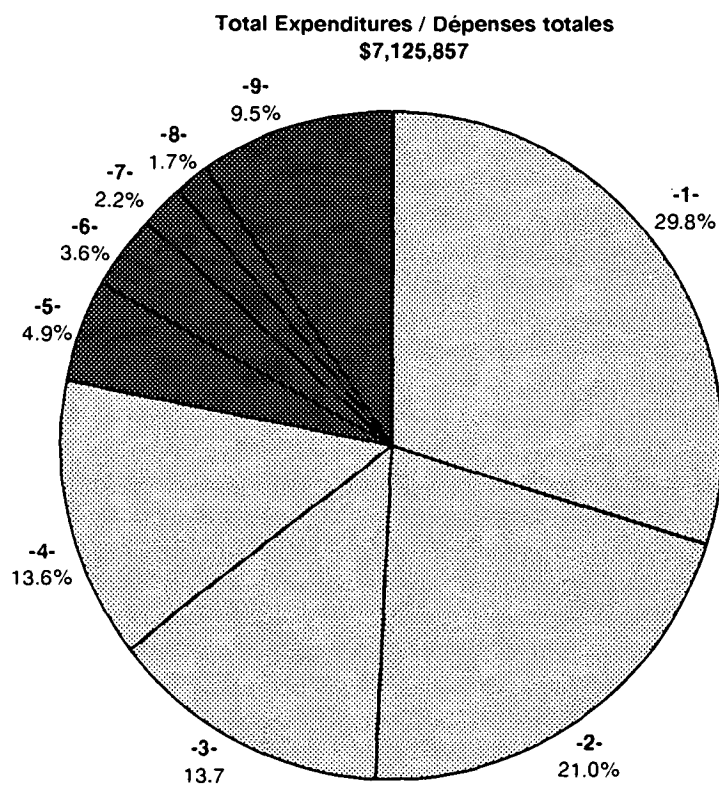
**Tableau 4**  
**Dépenses du gouvernement fédéral\* au titre de**  
**l'éducation et de la formation, selon la province et le**  
**territoire, et pourcentage, 1982-83 à 1988-89**

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.B.	Qc.		
1982-83	50,353	12,985	95,155	78,705	581,376	814,215	
%	2.0	0.5	3.8	3.1	23.2	32.5	
1983-84	54,051	15,978	108,634	94,752	628,536	892,249	
%	2.0	0.6	4.0	3.4	22.9	32.5	
1984-85	72,971	18,714	127,286	99,006	679,538	937,518	
%	2.4	0.6	4.2	3.3	22.6	31.1	
1985-86	112,460	36,321	176,142	135,212	880,483	1,099,626	
%	3.0	1.0	4.8	3.7	23.8	29.8	
1986-87	118,117	36,619	168,848	139,324	913,984	1,194,961	
%	3.0	0.9	4.2	3.5	23.0	30.1	
1987-88	117,400	31,547	163,609	133,455	980,737	1,232,243	
%	2.9	0.8	4.0	3.3	24.0	30.2	
1988-89	130,317	23,314	169,895	220,748	970,974	1,242,252	
%	3.2	0.6	4.1	5.3	23.5	30.1	
			Alta	B.C.		N.W.T.	Total provinces and territories
	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T.N.-O.	Total provinces et territoires
1982-83	165,087	167,661	225,917	299,352	7,194	7,398	2,505,398
%	6.6	6.7	9.0	12.0	0.3	0.3	100.0
1983-84	178,440	172,591	253,064	330,829	6,715	11,668	2,747,507
%	6.5	6.3	9.2	12.0	0.2	0.4	100.0
1984-85	219,156	196,435	293,045	347,568	8,448	11,723	3,011,408
%	7.3	6.5	9.7	11.6	0.3	0.4	100.0
1985-86	250,804	208,445	349,573	426,369	7,933	11,749	3,695,117
%	6.8	5.6	9.5	11.5	0.2	0.3	100.0
1986-87	273,240	246,837	389,185	484,044	6,070	3,132	3,974,361
%	6.9	6.2	9.8	12.2	0.1	0.1	100.0
1987-88	268,510	259,655	394,496	486,695	5,649	3,117	4,077,113
%	6.6	6.4	9.7	11.9	0.1	0.1	100.0
1988-89	245,734	238,415	383,513	492,593	5,259	2,391	4,125,405
%	6.0	5.8	9.3	11.9	0.1	0.1	100.0

\* Cash payments to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act 1977, are excluded from this table. - Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, sont exclus de ce tableau.

**Percentage Distribution of Federal Government Expenditures in Support of Education and Training by Major Programs, Canada and Foreign, 1990-91**

**Répartition en pourcentage des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon les principaux programmes, Canada et étranger, 1990-91**



- 1- Established Program Financing: cash payments<sup>1</sup>  
Financement des programmes établis: paiements en espèces<sup>1</sup>
- 2- Canadian Jobs Strategy Program  
Programme de planification de l'emploi
- 3- Education and Vocational Training of Indians and Inuits  
Éducation et formation professionnelle des Indiens et Inuits
- 4- Direct support for University Research<sup>2</sup>  
Aide financière à la recherche universitaire<sup>2</sup>

- 5- Canada Student Loans Program  
Programme canadien de prêts aux étudiants
- 6- Official Languages in Education Program  
Programme des langues officielles dans l'enseignement
- 7- General and Official Languages Training to Federal Employees  
Formation générale et enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux
- 8- Grants in Lieu of School Taxes  
Subventions tenant lieu de taxes scolaires
- 9- Other programs  
Autres programmes

<sup>1</sup> Cash payments in respect of postsecondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977.

<sup>2</sup> Includes amounts directed to individuals for education support.

<sup>1</sup> Paiements en espèces pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé.

<sup>2</sup> Comprend des montants aux particuliers pour l'aide à l'éducation.

## Explanatory Notes

1. The data in this bulletin were collected through surveys conducted in February 1984, September 1985, April 1986, January 1987, March 1988 and April 1989 and 1990. The population surveyed consists of the federal departments and agencies listed in Schedules A and B of the financial Administration Act (FAA) and mentioned in Section 1, Parts 1 and 2, of the Public Service Staff Relations Act (PSSRA).
2. "Education and Training" is defined as formal education, training and research in education institutions, federally sponsored training in private enterprises, and general training and official languages instruction offered to federal employees.
3. In Catalogue nos. 81-208, 81-220 and 81-229, Statistics Canada presents total consolidated education expenditures by source of funds. In this consolidation, federal cash payments to the provinces and territories in respect of post-secondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977, are included with provincial and territorial government expenditures rather than with federal. Similarly, federal funds transferred under the Official Languages in Education Program are classified as provincial or territorial. Statistics Canada has no information on what proportion of these funds is actually spent on education. For more information on the financing arrangements under these two programs, please refer to "Financial Statistics on Education", Catalogue 81-208.

## Notes explicatives

1. Les données de ce bulletin ont été recueillies au moyen d'enquêtes menées en février 1984, septembre 1985, avril 1986, janvier 1987, mars 1988 et avril 1989 et 1990. La population visée par ces enquêtes comprend les ministères et organismes fédéraux énumérés aux annexes A et B de la Loi sur l'administration financière (LAF) et ceux mentionnés à l'article 1, Parties 1 et 2 de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction Publique (LRTFP).
2. L'expression "éducation et formation" signifie l'enseignement régulier, la formation et la recherche dans les établissements d'enseignement, les programmes fédéraux de formation en entreprise ainsi que la formation générale et l'enseignement des langues officielles aux fonctionnaires généraux.
3. Dans les publications 81-208, 81-220 et 81-229, Statistique Canada présente les dépenses consolidées au titre de l'enseignement, par source de fonds. Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé sont inclus dans les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux et non dans les dépenses fédérales, de même que les versements pour le Programme des langues officielles dans l'enseignement. Statistique Canada n'a aucune donnée sur le pourcentage de ces fonds effectivement dépensés pour l'enseignement. Pour obtenir plus de renseignements sur les ententes financières conclues en vertu de ces deux programmes, veuillez vous reporter à la publication "Statistiques financières de l'éducation", n° 81-208.

Statistics Canada Library  
Bibliothèque Statistique Canada



1010075216

# ERRATUM

**Education Statistics Bulletin  
Catalogue 81-002  
Volume 13, No. 4 (Revised)**

**Federal Expenditures in Support of  
Education and Training, 1982-83 to  
1990-91**

Please note that the original version of this bulletin contained estimates of federal spending in support of education and training which underestimated the appropriate values for these expenditures. These errors resulted from the omission of a component of expenditure for vocational training in the initial calculations. Since the inclusion of this expenditure item has an impact on a substantial number of the aggregate estimates contained in the original bulletin, it has been decided to issue a corrected version rather than an erratum noting each change.

**Please ensure that you replace the original version of Catalogue 81-002 Volume 13, No. 4 of the Education Statistics Bulletin with this revised version and discard the original.**

We apologize for the errors and regret any inconvenience which this may have caused.

**Bulletin des statistiques de l'éducation  
Catalogue 81-002  
Volume 13, n° 4 (Révisé)**

**Dépenses du gouvernement fédéral au  
titre de l'éducation et de la formation,  
1982-83 à 1990-91**

Veillez noter que la version originale de ce bulletin contenait des estimations des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation qui sous-évaluaient les montants appropriés pour ces dépenses. Ces erreurs sont dues à une omission d'une composante menant au calcul des dépenses du niveau de la formation professionnelle. Etant donné que l'inclusion de cet item de dépenses a un impact sur un nombre substantiel d'estimations agrégées contenues dans ce bulletin, il a été décidé d'émettre une version corrigée plutôt qu'un erratum mentionnant chaque changement.

**Veillez vous assurer de remplacer la version originale du Catalogue 81-002 Volume 13, n° 4 du Bulletin statistique de l'éducation par la version révisée et de disposer de l'original.**

Nous nous excusons des erreurs commises et regrettons les inconvénients que cela a pu occasionner.

